



15 JANVIER 2024

EUROPE INFO HEBDO



LIBERTÉ DES MÉDIAS, MILITARISATION NORDIQUE ET RAIL

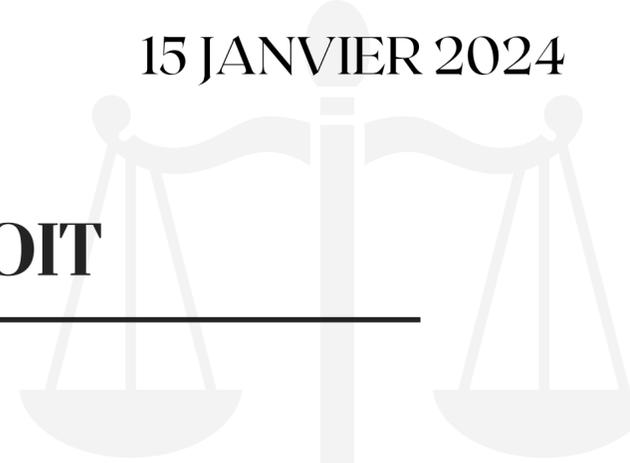
Bonne lecture!

Elise BERNARD,
Edouard GAUDOT,
Tom LANDFRIED,
Alexandre SIMONIN.

Avec la précieuse assistance de Carla BOYER et Zaineb EL BOUDOUR EL IDRISSEI.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



MIGRATION, PACTE,

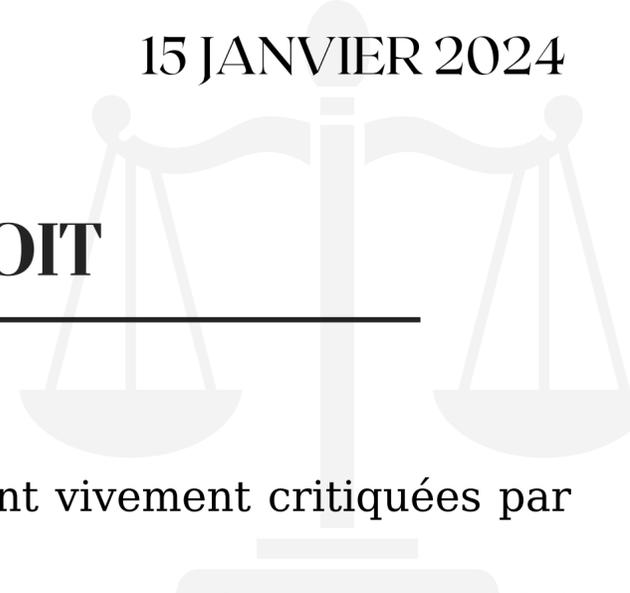
PACTA SUNT INFIRMA

Dans leur traitement politique des questions migratoires, ces dernières années, les Etats européens défient l'esprit et la lettre de l'Etat de droit et même leur ordre constitutionnel comme l'illustre le vote par l'Assemblée nationale française d'une loi immigration controversée, à la fin de l'année 2023. Le même mois, le gouvernement suédois de centre-droit soutenu par l'extrême droite (cf. EIH 20/10/22), subordonnait l'octroi des aides publiques au développement à l'acceptation du pays bénéficiaire du rapatriement de ses nationaux demandeurs d'asile et migrants considérés comme un risque pour la « sécurité » suédoise.

- Pendant que la France s'offrait un psychodrame national, les institutions européennes s'accordaient sur une réforme des règles qui autorisent l'accès au territoire de l'UE.
 - Le 20 décembre 2023, le nouveau Pacte sur la migration et l'asile était adopté, un « moment historique » selon la Commissaire européenne Ylva Johansson.
- Ce nouvel instrument prévoit un contrôle renforcé aux frontières extérieures.
 - La fermeture de certains centres afin de renvoyer plus rapidement les migrants n'ayant pas droit à l'asile, s'apparente à une procédure de « filtrage ».
 - Ce point interroge sur sa compatibilité avec le principe de non-refoulement découlant de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'Homme.
 - L'UE est d'ailleurs tenue d'adhérer à la CEDH par le traité de Lisbonne, et les négociations progressent.
 - D'autant plus que le taux de reconnaissance du statut de réfugié, dans l'UE, peine à atteindre, en moyenne le seuil des 20%.
 - Il est prévu aussi l'établissement d'un mécanisme de solidarité obligatoire.
 - Ce dernier point offre une réponse directe aux événements survenus sur les îles Canaries (Cf. EIH 6/11/2023) et à Lampedusa (Cf. EIH 25/09/2023), ainsi qu'un pas en direction de "Dublin IV", la réforme du système d'asile échouée en 2016.
 - Le ministre italien de l'Intérieur, Matteo Piantedosi, déclarait que l'Italie se sentira « moins seule ».
 - Néanmoins, la situation suscite toujours l'indignation, au vu des drames humains pour les migrants aux frontières italiennes, comme le rappelle Médiapart.
 - Cette disposition a été renforcée par l'adoption d'un Règlement sur les situations de crise et de force majeure.
 - Une infographie du Conseil résume les principales dispositions.
 - Le processus devrait être finalisé au printemps 2024, à la veille des élections européennes.
 -



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



MIGRATION, PACTE,

PACTA SUNT PROBLEMA

Les dispositions du Pacte européen sur la migration et l'asile sont vivement critiquées par les organisations de défenses des droits fondamentaux.

- Plusieurs dizaines d'ONG, avant l'adoption, dont Amnesty International, avaient publié une lettre ouverte afin d'exprimer leurs inquiétudes.
 - Elles y voient un système « mal conçu, coûteux et cruel » et y lisent une « augmentation des souffrances ».
 - D'autant plus qu'a été révélé que le Conseil avait insisté pour que la procédure de filtrage concerne également les familles avec enfants de moins de 12 ans.
- Une partie des groupes de gauche au Parlement européen ont voté contre le Pacte : Damien Careme (FR-Verts) déclarait « L'Europe se meurt » et sa collègue Saskia Bricmont (BE-Verts) déplorait une « Europe forteresse ».
 - Néanmoins, le Parlement aurait négocié des garanties sur un mécanisme - flou - de surveillance des droits fondamentaux, s'en félicite Fabienne Keller (FR-Renew), rapporteure de l'un des textes.
- La Commission se félicite en revanche d'un progrès majeur.
 - Une opinion partagée par certains eurodéputés, dont Assita Kanko (BE-ECR) qui concède à des « améliorations » mais qui regrette « l'absence de grand changement de paradigme dont l'Europe a besoin ».

L'agence Frontex aurait enregistré plus de 355000 traversées vers le territoire de l'Union, soit une hausse de 17% en 2023.

- Derrière l'accord institutionnel, les réalités politiques nationales continuent de miner les solidarités, le processus décisionnel et le respect des normes protectrices des demandeurs d'asile
 - Ainsi, le 4 janvier, 2024 le Premier ministre polonais Donald Tusk maintenait le refus du gouvernement précédent de se conformer aux règles du Pacte d'asile et de migration et s'oppose à la relocalisation des demandeurs d'asile en Pologne.
 - « Nous n'accepterons pas un seul migrant » déclarait-il. Une position ancrée dans la lignée de ses prédécesseurs.
 - Une position partagée également par la Hongrie et les autres membres du groupe de Visegrad qui s'y opposent depuis 2020.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

DROITS FONDAMENTAUX, MÉDIAS, MÉDIATIQUE

En garantissant la transparence des décisions et processus et l'accès des citoyens à l'espace public, la liberté, l'indépendance et le pluralisme des médias sont des piliers essentiels de l'Etat de droit et d'une société démocratique. Ils permettent de se préserver des dérives autoritaires ou anti-libérales. C'est cette préoccupation qui est au cœur de la législation sur la liberté des médias actuellement en négociations au niveau européen.

- Le 15 décembre 2023, le Parlement européen a adopté sa position sur l'EMFA (European Media Freedom Act), une législation proposée en octobre 2022 par la Commission européenne pour répondre à deux enjeux :
 - Maîtriser les restrictions de liberté de la presse dans l'UE, en Pologne et en Hongrie notamment.
 - Faire face à la recrudescence des logiciels espions tels que Pegasus utilisés pour surveiller les journalistes.
- Le texte ambitionne aussi à renforcer l'indépendance des médias et des journalistes et à assurer leur pluralité, mais aussi à garantir un financement stable des médias.
 - Le règlement prévoit également une modération des contenus journalistiques.
 - Même les meilleures intentions peuvent aussi être nocives : d'après certaines ONG défendant la liberté de la presse, le texte pourrait entraîner la suppression du secret des sources journalistiques.
- Dans la foulée de ses ambivalences en ce domaine depuis la loi de sécurité globale, la France a pesé pour ralentir les négociations, comme le rapporte Léo Lictevout pour Contexte.
 - Paris voulait qu'en cas de risque pour la "sécurité nationale", un Etat puisse surveiller ces journalistes.
 - Une exception finalement non retenue dans le texte final.

Le texte finalisé doit encore être formellement approuvé par le Parlement européen et le Conseil avant les prochaines élections, au printemps 2024.

EUROPE GÉOPOLITIQUE

MER ROUGE, ETATS-UNIS, ROYAUME-UNI, HOUTHIS OU TU POINTES ?

Depuis l'embrassement du Proche Orient après l'attaque du Hamas le 7 octobre 2023, les craintes d'une extension du conflit dominent l'activité diplomatique, comme le souligne le nouveau tour de la région par le Secrétaire d'Etat américain. Au cœur des préoccupations, l'attitude de l'Iran, qui sans s'exposer directement, contrôle certains des groupes armés et des acteurs du conflit. C'est le cas en l'occurrence des Houthis dont les attaques dans la mer Rouge se sont intensifiées depuis la fin 2023, avec un nombre croissant d'attaques (de drones et de roquettes) Houthis contre les cargos dans cette zone.

- Depuis le 7 octobre 2023, les Houthis soutiennent le Hamas dans la guerre contre Israël, tirant notamment de nombreux missiles sur le territoire israélien.
 - Les Houthis sont un groupe armé du Yémen issu de la minorité musulmane chiite du pays, les Zaidi.
 - Le groupe a été formé dans les années 1990 pour lutter contre ce qu'ils considéraient comme la corruption du président de l'époque, Ali Abdullah Saleh.
 - Depuis la mi-novembre, plus de 25 attaques de rebelles houthis sur des cargos ont été recensées par l'agence de sécurité maritime britannique (UKMTO).
- Les États-Unis et onze pays alliés ont exhorté mercredi les Houthis à cesser leurs attaques.
 - La réponse américaine n'est pas seulement politique, elle est aussi militaire.
 - L'armée américaine dit notamment avoir coulé trois navires houthis, après l'attaque d'un cargo le mois dernier.
 - Une force navale chargée de protéger les navires a également été mise en place, issue d'une coalition d'une vingtaine de pays, l'opération Prosperity Guardian.
- Cette extension du front de la guerre israélo-palestinienne n'est pas sans conséquence pour l'Europe. La disruption du commerce mondial menace directement les approvisionnements de l'UE - et du Royaume Uni, expliquant aussi la rapide escalade de la réponse britannique.
 - Pour l'UE la donne est complexe. Plusieurs Etats européens, comme la France, l'Italie ou encore l'Espagne, ont ainsi pris leurs distances avec l'initiative américaine "*Prosperity Guardian*", en effet, cette opération se heurte aux engagements épars des Européens dans la région, réticents à l'idée de rejoindre une mission dirigée par Washington.
 - Selon le site d'information *El Confidencial* et le quotidien *El País*. "*L'Espagne ne participera pas unilatéralement à cette mission. Toute décision prise le sera dans le cadre de l'Otan et de l'Union européenne*", avertit de son côté la porte-parole du gouvernement, Pilar Alegria.
- Les conséquences de ces attaques ne sont pas que politiques et militaires, elles sont également économiques.
 - Les attaques menées sur les navires marchands se dirigeant vers le canal de Suez via la mer Rouge ont contraint les compagnies maritimes à emprunter une autre route beaucoup plus longue et plus coûteuse passant par l'Afrique australe, ce qui a entraîné des retards dans les livraisons.
 - Les vêtements, la nourriture, les ordinateurs et de nombreux produits que les consommateurs achètent régulièrement dans les magasins mettent de plus en plus de temps à atteindre leur destination en raison de la crise sécuritaire qui sévit en mer Rouge.
 - L'augmentation du coût du transport de marchandises est l'un des principaux effets de la crise.
 - Le prix du transport d'un conteneur de l'Asie de l'Est vers l'Europe du Nord a augmenté de 199% au cours des dernières semaines, selon les données de Freightos, une société internationale d'analyse du marché et du fret.
 - Si le problème semble se limiter aux compagnies maritimes, les analystes préviennent que les consommateurs du monde entier pourraient subir des hausses de prix sur les produits à l'avenir.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

MILITARISATION, FINLANDE, SUÈDE, RUSSIE, MARCEL DUCHAMP 2.0

Quel est le “endgame” de Vladimir Poutine ? Les apparents errements stratégiques du début de l’invasion ont laissé place à une guerre d’usure pour des gains territoriaux éventuels, mais au-delà la question agite les analystes : que veut obtenir le président russe - a fortiori dans une année “électorale” où il est censé “faire campagne”... Certains spéculent sur un vaste projet d’expansion pour retrouver les frontières perdues de l’empire soviétique, comme le développe le sociologue Grigori Yudin dans cet entretien du Grand Continent. Cependant, le Poutine des dernières années semble devenu plus difficile à lire encore que le Kremlin des années Brejnev. C’est cette crainte qui a poussé deux membres de l’UE neutres, comme la Suède et la Finlande, à confier leur sécurité nationale à l’Alliance atlantique, transformant la mer Baltique en “lac de l’OTAN”.

- La Finlande a déjà officiellement rejoint l’alliance en avril 2023 (cf. entre autres EIH 19/5/22 et EIH 1/6/22).
- La Suède, après de longs mois d’attente, bloquée par une Hongrie et une Turquie qui ont exploité ainsi leur droit de veto, n’est plus qu’à quelques pas de l’OTAN.
 - La Turquie devrait finaliser la ratification du traité et donc permettre officiellement l’entrée de la Suède dans l’alliance.

La menace russe reste entière :

- Lors de la conférence suédoise annuelle “Folk och Försvar”, qui étudie la stratégie de sécurité et de défense de l’État scandinave, le ministre des Affaires étrangères suédois appelle à se préparer à une confrontation qui pourrait durer et s’intensifier avec la Russie.
- Afin de se préparer à de telles conséquences les Nordiques ont aussi passé des accords bilatéraux avec les États-Unis.
 - La Finlande a signé un accord bilatéral de coopération en matière de défense.
 - Elle donne ainsi accès aux États-Unis à 15 bases militaires sur son territoire.
 - Cet accord permet aussi aux Américains de stocker du matériel de défense sur le territoire finlandais.
 - En réaction, V. Poutine a décidé de renforcer sa présence militaire aux abords de sa frontière, longue de plus de 1 000 km avec la Finlande.
 - La Suède avait signé un accord similaire, permettant aux soldats américains d’utiliser 17 bases militaires.

Une vieille tradition de méfiance stratégique pointée en 2017 par les spécialistes revient au premier plan. La Baltique pourrait-elle devenir une extension du conflit ukrainien ?



GREEN DEAL

RAIL, INVESTISSEMENTS, BON TRAIN

Vanté comme l'avenir des transports par les communications institutionnelles, les entreprises du secteur et l'agence internationale de l'énergie, le train reste le parent pauvre des investissements publics. Les infrastructures du rail en Europe souffrent d'un désintérêt chronique (les chiffres montrent combien l'Europe a favorisé l'avion et surtout la route) ou d'une désorganisation profonde, causée par le découplage imposé par les règles du marché unique.

- Après la hype sur les trains de nuit, et les communications multiples sur le sujet, l'UE lance un programme de travail ferroviaire de l'Europe 2024.
 - Ce programme de recherche et d'innovation de l'Union européenne vise à soutenir le développement et l'innovation du secteur ferroviaire européen.
 - Il est financé par le programme Horizon Europe, le programme de recherche et d'innovation de l'UE pour la période 2021-2027.
 - Il est doté d'un budget de 21,7 millions d'euros.
 - Il est axé sur trois domaines principaux :
 - Les trains automatisés : le programme vise à soutenir le développement de trains capables de circuler sans intervention humaine. Cela pourrait améliorer la sécurité, la ponctualité et l'efficacité du transport ferroviaire.
 - Le système de couplage : le programme souhaite soutenir le développement d'un nouveau système de couplage pour les trains, le rendant plus rapide et efficace que l'actuel. Cela permettrait d'éviter des retards et des perturbations.
 - L'Hyperloop : le programme vise à soutenir le développement de cette nouvelle technologie de transport qui pourrait permettre de transporter des passagers et des marchandises à des vitesses supérieures à 1000 km/h.
 - Il est axé sur trois domaines principaux :
 - Les trains automatisés : le programme vise à soutenir le développement de trains capables de circuler sans intervention humaine. Cela pourrait améliorer la sécurité, la ponctualité et l'efficacité du transport ferroviaire.
 - Le système de couplage : le programme souhaite soutenir le développement d'un nouveau système de couplage pour les trains, le rendant plus rapide et efficace que l'actuel. Cela permettrait d'éviter des retards et des perturbations.
 - L'Hyperloop : le programme vise à soutenir le développement de cette nouvelle technologie de transport qui pourrait permettre de transporter des passagers et des marchandises à des vitesses supérieures à 1000 km/h.
- Les partisans du programme de travail ferroviaire de l'Europe 2024 estiment qu'il est nécessaire pour faire du secteur ferroviaire européen un secteur plus sûr, plus efficace et plus durable.
 - Ils soutiennent que le développement des trains automatisés, du DAC et de l'Hyperloop pourrait apporter des améliorations significatives au transport ferroviaire.
- Les opposants au programme de travail ferroviaire de l'Europe 2024 estiment qu'il est trop coûteux et risqué.
 - Ils soutiennent que les fonds devraient être dépensés pour améliorer les infrastructures ferroviaires existantes.



GREEN DEAL

DÉCHETS, RÉGLEMENTATION, CORBEILLE

Réparer plutôt que jeter: le 22 novembre 2023, le Parlement a adopté en plénière sa position sur la directive-cadre relative aux déchets (DCD). Cette dernière a pour objectif d'améliorer la gestion des déchets pour protéger la santé publique et l'environnement.

- Cela s'accomplit notamment par :
 - La hiérarchisation des déchets sur le sol européen ;
 - La promotion de la prévention ainsi que du réemploi de ces déchets, favorisant ainsi une approche axée sur la durabilité plutôt que sur leur simple élimination dans l'optique de produire de l'énergie ;
 - Et par un effort concentré sur le gaspillage et les déchets alimentaires.
- La Commission avait proposé une révision de la directive afin d'élargir la responsabilité des producteurs (REP) de déchets textiles (lire l'analyse qu'en faisait le juriste de l'environnement A. Gossement) renforçant le principe pollueur-payeur dans ce secteur d'activité.
 - En effet, la situation est préoccupante, « environ 80 % [des textiles usés] sont perdus dans l'économie et finissent dans des incinérateurs ou décharges », comme l'a rappelé le commissaire à l'environnement Virginijus Sinkevičius.
- Ce nouveau système traduit la volonté de l'Europe de mettre fin aux disparités croissantes entre les Etats membres, en termes de gestion des déchets. Toutefois, la négociation n'est pas finie, des points de controverses subsistent :
 - L'élargissement du champ d'application de la directive au-delà du domaine de l'alimentaire et du textile ;
 - L'intégration de la valorisation énergétique dans la définition du recyclage.
 - En effet, ces deux mesures ne viennent pas sans risque. Plusieurs lobbies (Euric, Fead, Cewep et Municipal Waste Europe) soulignent le fait que :
 - Cet élargissement pourrait retarder la conclusion d'un accord sur un amendement final de la directive-cadre déchets, bloquant ainsi de futures avancées ;
 - la révision de la définition du recyclage pourrait compromettre la promotion du réemploi des déchets au profit de la production de carburant à partir de déchets, menaçant les investissements actuels dans les capacités et technologies de recyclage.